

Wiener Blut ou *Sang viennois* et le destin de l'Europe (VIII)

Le nouvel empire des Habsbourg-Lorraine, issu du Compromis de 1867, comprend la Hongrie, un royaume avec un parlement et les lois promulguées à partir de 1848, ainsi que l'Autriche, où la législation est différente. On assiste aux premières guerres culturelles qui occupent les opinions publiques en Autriche et en Hongrie et qui ont un lien avec la nouvelle Constitution.

Prédominance des libéraux pour gouverner l'État

Comment les libéraux vont-ils exercer leur nouveau pouvoir ? En janvier 1868, une semaine après l'arrivée aux affaires du nouveau gouvernement autrichien, le magazine satirique *Kiberiki* publie une caricature : le nouveau ministre de l'Intérieur, Carl Giskra (Moravska Trebovâ 1820 – Baden 1879), portant la barbe, entre dans une pièce remplie de fonctionnaires tous imberbes. En effet, la barbe était interdite depuis les années 1850 aussi bien par le ministre Bach que par l'empereur. Lorsque Giskra entre dans la pièce, quelqu'un crie : *L'Autriche est perdue !* Ce fonctionnaire alarmiste représente les élites sociales traditionnelles composées d'aristocrates et de princes de l'Église, mais aussi l'administration. La première tâche des nouveaux gouvernants est de confirmer les peurs des opposants, en déclarant la guerre à ceux qui risquent de conspirer pour maintenir l'Autriche dans un âge d'obscurité pétri d'ignorance et d'absolutisme. Derrière cette attitude des libéraux, on voit poindre le transfert de l'autorité de l'empereur vers le Parlement, de la dynastie vers la Constitution. Va-t-on adhérer à une culture des Lumières qui affirme édicter des lois en se rangeant dans le camp du peuple ?

L'empereur François Joseph 1^{er} considère les réformes de 1867 comme sa concession finale au libéralisme, et non comme l'aube éclatante d'une nouvelle ère des réformes. En Hongrie, ce sont les aristocrates qui dominent le gouvernement libéral. En Autriche, ce sont des ministres « bourgeois » qui dirigent. Ceux-ci donnent des instructions aux fonctionnaires pour sanctionner tous ceux qui s'opposent aux réformes confessionnelles de 1868 et de 1869.

Ceux qui s'opposent aux libéraux, et donc aux Lumières, sont déclarés membres d'une culture opposée au savoir, à l'instruction, à l'école ; d'une culture promouvant l'ignorance des citoyens autrichiens. Cette culture ennemie aux Lumières est partagée par la hiérarchie de l'Église catholique. Une guerre culturelle est engagée (*Kulturkampf*), à l'image de ce qui se passe en Allemagne avec le chancelier Bismarck contre l'Église catholique. Ceci se manifeste dans le déploiement de symboles culturels proches des Lumières, qui supplantent les souverains

Habsbourg du XVIII^e siècle : Marie-Thérèse et Joseph II. On les remplace par des personnages historiques admirés pour leur engagement dans l'idéologie libérale.

Croisades

En 1868, trois textes dits « lois de Mai » modifient le rôle public de l'Église catholique en Autriche : transfert de la juridiction du mariage, des pratiques d'inhumation et de la tenue des registres paroissiaux aux autorités civiles ; création d'un mariage civil pour les Autrichiens de confessions différentes. Les trois lois confirment l'égalité entre toutes les confessions religieuses officiellement reconnues, y compris le judaïsme ; elles transfèrent la responsabilité du système éducatif et de ses cursus de l'Église catholique aux gouvernements des terres de la Couronne. Tout le système éducatif est désormais aux mains de l'État, y compris les bâtiments scolaires. Les écoles religieuses peuvent subsister, mais elles doivent se soumettre aux lois de l'État.

En même temps, l'Église catholique se transforme depuis 1840. La participation des hommes et des femmes aux associations catholiques locales, aux pèlerinages et à de nouvelles formes de dévotion à la Vierge Marie, au Sacré-Cœur et à certains saints connaît une hausse spectaculaire. Dans les années 1850 et 1860, les évêques de l'Église catholique se lancent dans une série de constructions d'édifices publics pour manifester sa présence dans la société : des églises néo-gothiques dans les quartiers urbains à dominante ouvrière.

L'autre transformation de l'Église catholique est l'ascension internationale d'une idéologie de combat, l'ultramontanisme, qui met l'accent sur l'absolue primauté du pape, tant au sein de l'Église catholique que sur les institutions séculières. Dans le *Syllabus des erreurs* (1864), le pape Pie IX condamne notamment les débats en faveur de la liberté religieuse et de la séparation de l'Église et de l'État. En Autriche, l'idéologie ultramontaine est partagée par des séminaristes d'origine sociale modeste. Ils sont les premiers nommés à la tête d'évêchés importants.

À la différence du cardinal Joseph Othmar Ritter von Rauscher (Vienne 1797 – Vienne 1875), Prince-Archevêque de Vienne, qui œuvre au changement avec discrétion, les nouveaux évêques ultramontains dressent l'opinion populaire contre le gouvernement libéral. En septembre 1868, Mgr François Joseph Rudiger (Partenen en Vorarlberg 1811 – Linz 1884), évêque de Linz, publie une lettre pastorale qui dénonce les lois de Mai en des termes explosifs, les qualifiant de mensonges. Le gouvernement de Haute-Autriche confisque la lettre pastorale, inculpe l'évêque et le traduit en justice. Celui-ci est condamné à quatorze jours de prison. Le ministre des Finances Baron Ignaz von Plener (Vienne 1810 – Vienne 1908) explique que ces poursuites judiciaires sont inévitables car le gouvernement doit fixer une limite afin de montrer que les responsables de l'Église sont des subordonnés de l'État. En juillet 1869, l'empereur gracie Mgr Rudiger.

Le pape Pie IX condamne les lois nouvelles de l'Autriche et y voit une atteinte au Concordat de 1855. En 1869-1870, le Concile œcuménique Vatican I reconnaît l'infailibilité du pape. Jugeant que la donne a changé, le ministre libéral pour la Religion et l'Éducation fait révoquer le Concordat. On se souvient que la plupart des évêques autrichiens étaient défavorables à la définition de l'infailibilité du pape. Les évêques austro-hongrois sont les derniers à l'accepter. Mgr Josip Juraj Strossmayer (Osijek en Croatie 1815 – Djakovo en Croatie 1905), évêque de Djakovo, est le dernier évêque à se soumettre.

Rudiger en profite pour soutenir avec force qu'aucune loi étatique contredisant les lois divines ne saurait lier les catholiques d'Autriche. Malgré ces sorties oratoires anti-libérales, la plupart des citoyens autrichiens restent catholiques, et même catholiques pratiquants, qu'ils soient du camp « catholicisme clérical » ou du camp « libéral ».

Les limites du libéralisme

Alors que le monde ouvrier croît en nombre, des associations issues du monde ouvrier veulent elles aussi façonner l'empire. Les libéraux s'y opposent fermement. En 1868, des manifestations ouvrières de masse, à Vienne, réclament le suffrage universel pour les hommes et la légalisation des syndicats. Le gouvernement réprime les manifestants avec le soutien de l'empereur. Des journaux font remarquer qu'un jour ce type de réaction va se retourner contre le pouvoir en place. Le ministre de l'Intérieur insiste cependant : *Ne vous imaginez pas que nous allons introduire ici, en Autriche, le règne de la populace (...). Ce n'est pas parce que vous êtes nés humains que cela signifie que vous ayez un quelconque droit de vote. Vous gagnerez ce droit quand nous aurons constaté que vous lui manifestez un réel intérêt, un intérêt qui se marquera par le fait que vous payerez des impôts sur le revenu.*

En fait, les libéraux craignent que, si les ouvriers peuvent voter, ceux-ci seraient guidés par les nobles qui n'auraient aucune difficulté à les prendre dans leur camp, opposé aux libéraux. Le seul salut, d'après les libéraux, viendra de l'instruction. Grâce à elle, les ouvriers n'apprendraient pas seulement à lire, écrire, calculer et parler en public, mais ils assimileraient les valeurs dominantes de la société libérale. *Der österreichische Ökonomist*, n° 32, de 1869 écrit : *Là où le catéchisme de l'Église, avec ses commandements de piété et de renoncement, n'a pu apporter le bonheur et le bien-être au peuple tout entier, le catéchisme bourgeois, avec ses commandements de travail et de rémunération juste de ce travail, sera apte à servir de fondement. C'est dans le pouvoir libérateur et civilisateur de l'humanité que possède cette nouvelle discipline qu'on l'appelle « science économique ou sociale », que réside sa signification la plus importante.* Les travailleurs ont besoin de l'instruction publique pour devenir économes et frugaux et envisager de progresser. Le programme éducatif des libéraux créerait un *Volk* composé d'austères chefs de famille qui connaîtraient la valeur du travail et, en fin de compte, celle de l'argent.

Étonnamment, personne n'envisage d'accorder le droit de vote aux femmes. Cette idée viendra à la fin du siècle. Les mouvements féminins bourgeois, qui se développent dans plusieurs parties de la monarchie (Basse-Autriche, Bohême, Hongrie, Galicie), concentrent leur énergie sur les questions d'emploi, d'éducation, d'accès aux métiers, de régimes de retraite et de réforme de la loi sur le mariage. À partir de 1900, les débats s'orientent vers le suffrage féminin, grâce aux nouveaux partis de masse, sociaux-démocrates autrichiens et hongrois, socialistes nationaux tchèques et même quelques militants du mouvement social-chrétien.

Or, en 1848, certaines lois permettaient à quelques femmes de voter pour les diètes ou les élections municipales. Au fur et à mesure des années, des diètes ont comblé le vide juridique ouvert par ces exceptions en abolissant le droit de vote des femmes : la Carniole et la Carinthie en 1884 ; la Styrie en 1904 ; l'Istrie en 1908.

Si les femmes ne peuvent pas voter, elles peuvent, en revanche, travailler pour des causes nationalistes. Les organisations nationalistes de l'Autriche impériale sont considérées comme des associations non politiques. C'est ainsi qu'elles prononcent quantité de discours qui, en fait, sont « politiques » : elles mobilisent quantité de personnes en faveur de causes très diverses.

Du fédéralisme au culturalisme

Après le compromis austro-hongrois, qui sépare la politique intérieure des deux moitiés de l'empire (Autriche et Hongrie), l'empereur nomme, le 30 décembre 1867, l'ancien président de la Chambre haute du Reichsrat, le Prince Karl Wilhelm Philipp Fürst von Auersperg (Prague 1814 – Prague 1890), « président de mon Conseil des ministres des royaumes et pays représentés à la Chambre haute du Parlement ». En raison des conflits au sein du cabinet sur la question du nombre de concessions à faire aux nationalités individuelles (groupes ethniques) dans l'État multiethnique d'Autriche, Auersperg démissionne le 24 septembre 1868. Il est remplacé par le comte Eduard Franz Joseph Taaffe (Vienne 1833 – Ellischau en Bohême 1895) jusqu'au 15 janvier 1870, suivi par le baron Ignaz von Plener jusqu'au 1^{er} février 1870, et le chevalier Léopold Hasner von Artha (Prague 1818 – Bad Ischl 1891) jusqu'au 12 avril 1870.

Ce gouvernement (1867-1870) est appelé *Bürgerministerium*, ministère des Citoyens, en raison de l'origine des ministres : quatre sur neuf n'ont pas de titre de noblesse ; la plupart sont d'origine bourgeoise. Il est aussi désigné comme *Doktorenministerium*, ministère des Docteurs, en raison des titres universitaires des ministres : cinq sur neuf ont un doctorat ; trois ont terminé leurs études de droit.

Le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire à la Guerre et le co-secrétaire au Trésor ne sont pas membres du Cabinet. Plus tard, la sécurité publique sera confiée au ministère de l'Intérieur (1869) et la section des chemins de fer du ministère du Commerce sera élevée au ministère des Chemins de fer (1896).

C'est au cours de ces quatre années du *Bürgerministerium* que des éléments politico-culturels essentiels ont été mis en place. Les acteurs politiques qui ont suivi vont perfectionner ces éléments pour atteindre d'autres objectifs : les nationalismes et les idéologies de l'empire. Les guerres culturelles des années 1870 n'affaiblissent pas la légitimité de l'empire et de la dynastie des Habsbourg-Lorraine.

D'un côté, nous avons les activistes catholiques qui invoquent la relation traditionnelle entre la dynastie et l'Église pour affirmer une vision traditionnellement catholique de l'empire. D'un autre côté, les libéraux citent la Constitution et les succès du nouveau régime parlementaire comme des signes que l'empire est devenu un outil pour promouvoir leur conception plus séculière issue des Lumières.

Les nationalistes ne savent pas, dans les années 1860, comment définir une « nation ». Pour la noblesse, la nation est une entité territoriale historique à l'intérieur de l'empire, incarnée par une élite privilégiée qui négocie avec le monarque sur le partage et l'exercice du pouvoir au plan local. Pour d'autres, une nation se constitue à partir d'un groupe possédant les mêmes caractéristiques culturelles, la plus importante étant une langue commune.

L'État impérial a un grave sujet de préoccupation avec l'usage de la langue : il s'efforce d'arbitrer entre son besoin d'imposer une langue administrative commune à des fins centralisatrices et la nécessité d'être apte à communiquer avec les populations locales et de les éduquer dans leur langue vernaculaire. La Loi fondamentale de 1867 va dans ce sens.

Mais quantité de questions difficiles ne sont pas résolues. L'égalité linguistique est loin d'être réalisée. Qu'est-ce qui forme une langue légitime par opposition à un dialecte ? Quelle taille doit atteindre une minorité linguistique locale pour être en position d'obtenir des droits linguistiques dans telle ou telle terre de la Couronne ?

La question linguistique, dans un cadre où l'État promeut l'égalité juridique dans l'usage des langues, devient un facteur essentiel de la vie publique. La Constitution parle de groupes nationaux qui ont le droit inviolable de préserver et de cultiver leur nationalité et leur langue. Mais personne ne connaît la définition d'un groupe national.

En 1871, un gouvernement fédéraliste éphémère présidé par le comte Karl Sigmund von Hohenwart (Vienne 1824 – Vienne 1899) remplace le *Bürgerministerium*. Il négocie un accord avec les nationalistes tchèques et leurs alliés fédéralistes, de grands propriétaires terriens de Bohême, intitulé « Articles fondamentaux ». La diète de Bohême avaliserait le compromis de 1867 et la souveraineté fondamentale du Parlement autrichien sur un certain nombre de domaines : défense, commerce, affaires étrangères. Par ces Articles fondamentaux, la Bohême aurait une ample autonomie en matière de politique intérieure. Les langues tchèque et allemande auraient un statut égal au sein de l'administration. Les arrondissements de Bohême tchécophones et germanophones seraient scindés. Ensuite, on demanderait aux diètes de Bohême, Moravie et Silésie de ratifier les Articles fondamentaux.

Enfin, François Joseph serait couronné roi de Bohême. La monarchie duale (Autriche et Hongrie) deviendrait une fédération élargie. Cet accord échoue car, outre l'opposition des diètes, la structure de l'empire (monarchie duale) interdit ce genre d'accord. Le gouvernement de Hongrie a le droit d'empêcher tout changement de structure de l'empire. Ce qu'il fait.

Par contre, les conservateurs polonais parviennent à négocier un compromis officiel à leur avantage. Vienne autorise la diète à poloniser l'administration de la Galicie et à faire basculer l'enseignement supérieur en langue allemande vers la langue polonaise. Vienne crée également un portefeuille ministériel officiel pour un « ministre de la Galicie ».

Ces étapes nouvelles obligent les libéraux à revoir leurs projets. Les centralistes, généralement des libéraux germanophones, affirment que l'autonomie accrue de telle ou telle terre de la Couronne entraverait fortement l'application généralisée des lois constitutionnelles autrichiennes. Ils s'opposent à la volonté de mettre sur le même pied la langue tchèque et la langue allemande dans l'administration de la Bohême, arguant que la langue tchèque n'est qu'une langue locale.

Après l'échec des Articles fondamentaux, une nouvelle forme de nationalisme allemand naît en Bohême, une manière de réagir à son homologue nationaliste tchèque mieux organisé et implanté. Elle implique une perception de la germanité qui, dès 1871, peut invoquer un empire allemand qui s'étend jusqu'aux frontières nord et ouest de l'Autriche-Hongrie. Beaucoup se réjouissent de la victoire du nouvel empire allemand sur la France.

Les germanophones d'Autriche formulent leur nationalisme en des termes ethniques qui se présentent en libéraux ou en centralistes, mais pas nécessairement en nationalistes allemands. Les Allemands ne s'abaissent pas à la défense mesquine d'intérêts égoïstes et sectaires à laquelle se livrent les autres nationalistes. Ils sont censés former le peuple le mieux éduqué d'Autriche, celui qui paie le plus d'impôts et qui croit détenir en partage les plus riches traditions culturelles. Leur identité allemande demeure inséparable de leur sentiment de constituer le *Staatsvolk* ou peuple citoyen privilégié d'Autriche. Le *Staatsvolk* défend les intérêts de la totalité de l'État contre ceux de telle ou telle région ou nation de l'empire. Les centralistes ne comprennent pas pourquoi ceux qui parlent d'autres langues se refusent à rejoindre le *Staatsvolk* en apprenant l'allemand, en le parlant, et en devenant Allemands. Dans les années 1870, l'idée d'imaginer une nation allemande en Autriche reste controversée.

Idéologie, populisme et idée de nation

Dans les années 1880, les responsables politiques autrichiens et hongrois sont poussés à mettre leurs états de service culturels et nationalistes au-dessus de leurs convictions libérales, conservatrices, démocratiques, socialistes, catholiques ou séculières, fédéralistes ou centralistes. Cela a été très vite.

Les activistes de l'école

Dans les contextes très différents de l'Autriche et de la Hongrie, les militants nationalistes font des écoles le lieu fondamental de leur action. Elles représentent des moyens sans limites d'endoctrinement des nouvelles générations au profit d'une identification nationale bien précise. Les écoles offrent aussi aux populations locales des occasions de développer la collectivité et de favoriser la mobilité sociale des individus.

En Autriche, entre 1880 et 1890, les nationalistes tchèques, allemands, italiens et slovènes fondent des associations scolaires fortes de milliers de sections locales partout dans la monarchie. Leur objectif initial est de lever des fonds pour soutenir la création et l'entretien d'écoles privées en langues minoritaires dans les endroits où trop peu d'enfants parlent une de ces langues pour justifier l'ouverture d'une école publique dans cette langue.

Transleithanie

En 1867, la Hongrie, ou **Transleithanie**, comprend les Magyars, les Slaves du Nord (Ruthènes et Slovaques), les Slaves du Sud (Croates et Serbes), les Roumains et les Allemands. L'État est divisé en 67 comitats : le territoire qui correspond au royaume médiéval de saint Étienne en 1001 (37 comitats) et les États vassaux : royaume de Croatie-Slavonie (8 comitats), voïvodat serbe, Banat de Transylvanie (19 comitats).

En Hongrie, le système scolaire est tout à fait différent. La loi de 1868 sur l'école impose six années de scolarité, alors qu'en Autriche il en faut huit. De plus, en Hongrie, il n'y a pas de système scolaire étatique, mais un ensemble d'écoles et d'instituts confessionnels. La Hongrie crée des écoles d'État uniquement dans les endroits où il n'y a pas d'écoles confessionnelles. De plus, la Hongrie pratique une politique scolaire de magyarisation. Cette politique va mettre à mal les activistes politiques hongrois et des minorités (allemande, roumaine, ruthène, serbe, slovaque).

C'est dans ce cadre précis que la Hongrie est le premier État européen à dispenser des cours approfondis d'instruction civique, grâce à sa conceptualisation très caractéristique de l'idée hongroise de nation. Avec le temps, la langue hongroise est obligatoire dans toutes les écoles : *L'enseignement de la langue hongroise dans les écoles primaires poursuit un but unique et suprême, que les enfants dont la langue hongroise n'est pas la langue maternelle puissent l'apprendre et suffisamment la maîtriser pour être en mesure de formuler clairement leur pensée, en conformité avec leurs conditions de vie*, dit un ministre de l'éducation. L'étude du hongrois se déroule durant les heures de la semaine précédemment consacrées à la langue maternelle, à l'écriture et à la lecture. En classe de mathématiques, le calcul doit s'effectuer en hongrois. La géographie, l'histoire et les cours d'instruction civique ne tardent pas à suivre en 1902.

Si en Autriche, l'État vient en aide aux écoles des minorités pour que celles-ci puissent conserver leur langue, en Hongrie, au contraire, on assiste à une magyarisation de toutes les écoles.

L'empire, la nation et le recensement

En 1889, l'Autriche et la Hongrie procèdent au recensement décennal, en ajoutant une question sur la pratique linguistique des habitants.

En Hongrie, on vérifie les progrès de la magyarisation. En 1880, on demande de déclarer la langue maternelle... En 1900 et en 1910, on demande quelle langue on parle le plus couramment et le plus volontiers... Alors qu'en 1880, on apprend que 46,6 % de la population est magyarophone, en 1910, on constate que 55 % des Hongrois revendiquent le hongrois comme langue maternelle !

Cisleithanie

L'Autriche de 1867, ou **Cisleithanie**, comprend :

- Les territoires héréditaires des Habsbourg : archiduchés de Basse- et Haute-Autriche ; duchés de Styrie, Carinthie, Carniole, Salzbourg ; comté princier du Tyrol ; pays de Vorarlberg ; littoral autrichien (comté princier de Gorizia et Gradisca, la ville immédiate de Trieste, le margraviat d'Istrie)
- Les pays de la couronne de Bohême : royaume de Bohême ; margraviat de Moravie, Silésie autrichienne
- Les pays issus des partages de la Pologne : royaume de Galicie et de Lodométrie ; grand-duché de Cracovie ; duché d'Auschwitz et de Zator
- Duché de Bucovine ayant relevé de la couronne de Moldavie
- Royaume de Dalmatie ayant relevé de la république de Venise pour les provinces illyriennes

La Cisleithanie couvre les territoires actuels de l'Autriche (sauf le Burgenland), de Tchéquie, Pologne méridionale, Ukraine occidentale, Slovénie, Trentin-Haut-Adige italien, Vénétie julienne (Frioul-Vénétie julienne en Italie), Roumanie (Bucovine méridionale).

Puisqu'en Autriche on attend de l'État des subventions pour les écoles en langues minoritaires, il est nécessaire d'avoir des statistiques exactes. La question de la langue ne parle pas de langue maternelle ou de nationalité, mais bien de la langue d'usage quotidien. Cela permet au chef de famille, qui répond au questionnaire, d'indiquer différentes langues pour l'épouse et de changer de langue d'un recensement à l'autre... Ici, la langue est utile pour la mobilité sociale, pour le travail et pour le commerce. Beaucoup de familles parlent plusieurs langues. On assiste durant ces décennies à beaucoup de migrations en raison du travail. Alors, comment peut-on se baser sur la langue pour discerner la nationalité ?

Des temps troublés en Autriche

Le 5 avril 1897, le comte Kasimir Felix Badeni (Surochow en Galicie 1846 – Krasne en Galicie 1909), premier ministre d'Autriche de 1895 à 1897, édicte des ordonnances linguistiques applicables à la Bohême. Il instaure une stricte égalité entre les langues tchèque et allemande dans les administrations centrales. Ces ordonnances ont un retentissement dans tout l'empire : les nationalistes allemands estiment que tous les germanophones de l'Autriche sont lésés. Pendant plus d'un an, des manifestations populaires et des émeutes s'ensuivent en Bohême, à Prague, Graz, Salzbourg et Vienne. Le 2 juin 1897, Badeni suspend la session parlementaire. Rien n'y fait. En effet, la presse avait publié le 12 mai 1897 le suicide d'un jeune homme de 23 ans qui ne voyait plus où il pourrait trouver du travail, puisqu'il ne connaissait que l'allemand et pas le tchèque. Il avait brigué un poste dans la fonction publique. Les hautes sphères politiques s'en mêlent. À la rentrée parlementaire de septembre 1897, le nationaliste allemand radical Karl Hermann Wolff (Egra en Tchéquie 1862 – Vienne 1941) insulte Badeni et provoque l'affrontement en duel.

L'empereur intervient pour parvenir à un compromis avec la Hongrie. Les opposants poussent le Parlement à retarder le compromis. Rien n'y fait. Finalement, comme le compromis avec la Hongrie n'est pas possible, Badeni démissionne. Son successeur va gouverner par décret. Ceci démontre que, désormais, les citoyens interviennent dans les débats parlementaires. On remarque que ce sont des gens de Graz et de Salzbourg qui interviennent dans les « affaires » de Bohême. Vienne n'est plus le « centre » unique de l'empire. La Bohême en est un également.

L'empereur et ses conseillers constatent que des mouvements politiques peuvent rendre la situation politique instable. Ils décident alors d'arriver à des compromis afin d'évacuer de l'espace public des affrontements nationalistes.

Le premier des compromis entre en vigueur en Moravie en 1905. La diète est divisée en groupes d'électeurs composés de Tchèques, d'Allemands et de grands propriétaires terriens. Le système scolaire est divisé en deux options, la tchèque et l'allemande. Il en va de même en Bucovine (1910) et en Galicie (1914).

L'affaire Badeni amène l'empereur à être plus réceptif à ceux qui affirment que le suffrage universel masculin pourrait affaiblir les forces du nationalisme en conférant du pouvoir à des partis interrégionaux comme les chrétiens sociaux voire les sociaux-démocrates, centrés sur des problématiques sociales et économiques larges, qui concernent toute l'Autriche.

Les compromis forcent les gens à devenir des « nationalistes » : ils doivent s'enregistrer comme Tchèques ou Allemands (en Moravie) et non plus comme Autrichiens, catholiques ou partisans des Habsbourg-Lorraine.

L'unité de l'empire dans la diversité

Dans cette évolution, la dynastie des Habsbourg-Lorraine cherche un regain de légitimité dans les peuples de l'empire. Puisque l'Allemagne nouvelle n'intègre plus les Habsbourg-Lorraine dans son paysage, les Habsbourg parlent de leur mission civilisatrice en Europe de l'Est et du Sud-Est, notamment les Balkans. Le 1^{er} mai 1873, l'empereur François-Joseph inaugure l'Exposition universelle à Vienne, dans le Prater, un parc viennois. L'Autriche-Hongrie est « placée » dans l'exposition, aux côtés de l'Allemagne. À l'est du bâtiment : la Russie, l'empire ottoman, la Perse, la Chine et le Japon ; à l'ouest du bâtiment : la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, les États-Unis et le Brésil.

Une semaine après l'inauguration, la quasi-totalité de l'Europe est plongée dans un krach boursier. En juillet éclate à Vienne une épidémie de choléra qui fait 3 000 victimes. Les organisateurs de l'Exposition, qui attendaient 20 millions de visiteurs, en comptent seulement 7 millions. L'objectif est cependant atteint : montrer que la civilisation occidentale atteint un Orient arriéré (de l'empire ottoman à la Chine), certes, mais qui commence déjà dans les Balkans.

Civilisation dans la « demi-Asie » et crise du libéralisme

Les libéraux, persuadés du fait que leur idéologie basée sur l'éducation allait transformer tous les peuples, fondent une université germanophone (la première depuis cinquante ans) dans une ville de 25 000 habitants, à Czernowitz en Bucovine, la ville la plus orientale de l'empire ! Prague (en Bohême), Olomouc (en Moravie) et Trieste (Littoral autrichien) sont laissées de côté. Cette fondation est la conséquence d'une demande de Constantin Tomaszczuk (Czernowitz 1840 – Vienne 1889), propriétaire de Bucovine, qui impose l'allemand comme langue « de culture ».

L'université François-Joseph est inaugurée en octobre 1875. Les fêtes correspondent avec les célébrations du centenaire du rattachement de la Bucovine à l'Autriche, ainsi qu'avec le jubilé d'argent de l'empereur, en 1873. Le journaliste libéral et essayiste, de tradition juive, Karl Emil Franzos (Tchortkiv en Galicie 1848 – Berlin 1904) parle d'une fête de l'unité, grâce à la germanité. Franzos est l'auteur d'une série de chroniques et d'observations sur la vie des Juifs en Europe orientale. C'est lui qui invente l'expression *Aus Halb-Asien* (Depuis la demi-Asie), une terre sauvage qui s'étend au-delà de la frontière silésienne et des Carpates.

Le *Kronprinzenwerk*

Entre 1885 et 1907, les gouvernements austro-hongrois subventionnent la publication d'une encyclopédie en vingt volumes intitulée : *Die österreichisch-ungarische Monarchie in Wort und Bild*. C'est le prince héritier Rudolf qui, en 1883, inspire cette entreprise connue sous le nom de *Kronprinzenwerk*. Avant sa mort, en 1889, le prince a rédigé l'introduction de l'ensemble. On y trouve une description assez complète, scientifique, de la diversité des peuples de l'empire.

L'administration est notre seule politique

À la fin des années 1870, grâce aux rébellions qui avaient éclaté dans l'empire ottoman, l'Autriche-Hongrie devient une puissance coloniale en occupant une partie de l'empire ottoman : la Bosnie-Herzégovine. La mission civilisationnelle de l'Autriche-Hongrie se poursuit. En 1878, l'Autriche-Hongrie réprime des soulèvements en Bosnie et en Herzégovine et occupe le territoire. Le traité de Berlin, présidé par Otto von Bismarck en 1878, confirme la position des Habsbourg-Lorraine. Les libéraux, les catholiques fervents et les politiciens nationalistes slaves appuient l'occupation par l'Autriche-Hongrie des deux provinces de Bosnie et d'Herzégovine. À l'époque, la population de cette région se compose de 40 % d'orthodoxes d'Orient, de 35 % de musulmans et de 25 % de catholiques romains. Sur le plan linguistique, tous parlent la même langue, le bosnien.

Pieter M. JUDSON, *L'empire des Habsbourg, Une histoire inédite*, Traduit de l'anglais (États-Unis) par Johan-Frederik Hel Guedj, Paris, 2021, p. 305-372.

+ Guy,
Evêque de Tournai